



C'est depuis les Etats Unis où il se trouve en ce moment dans le cadre d'une tournée internationale, que Maurice Kamto, leader du MRC, a envoyé un message à la jeunesse camerounaise, en prélude à la célébration de la 54e édition de la fête de la jeunesse.

Outre la crise anglophone, l'opposant de Paul Biya, s'est prononcé sur le scrutin législatif et municipal du dimanche passé. Maurice Kamto a par ailleurs félicité tous ceux qui ont respecté le mot d'ordre de boycott lancé par son parti, non sans tancer le régime de Paul Biya.

Voici un extrait de message à la jeune de Maurice Kamto

Sur le plan politique, le pays ne se porte pas mieux. Ceux qui prennent des camerounais en otage pour avoir manifesté pacifiquement nous ont présenté l'élection qui s'est tenue hier (9 février) comme une urgence nationale. Nous pensons que NON !

A propos de cette élection, je tiens à féliciter tous ceux qui ont respecté le mot d'ordre de boycott et se sont abstenus à apporter leur caution à la forfaiture du régime de monsieur BIYA.

Nous l'avons dit et nous le maintenons, toute élection crédible dans notre pays doit être précédée par la résolution de la guerre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest d'une part, et, d'autre part, par la réforme consensuelle du système électoral.

De façon massive les Camerounais ont par leur boycott dit non à la forfaiture du régime. Les chiffres en notre procession font état d'un taux de participation d'environ 23%, soit 77% de taux d'abstention.

Outre les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où il n'y a simplement pas eu de vote, dans une ville comme Ebolowa, dans la région du Sud, le taux de participation est d'environ 15%, soit une abstention de 85%.

La communauté internationale, celle qui avec condescendance nous a fait des leçons sur le boycott, peut avec le niveau exceptionnellement élevé d'abstention constater le degré de défiance que le régime de M. BIYA a par son incompétence et son irresponsabilité politique installé entre lui et le peuple auprès de qui le MRC se situe.

Le double scrutin du 9 février 2020 a été, comme le scrutin présidentiel du 7 octobre 2018, l'occasion des fraudes sauvages et grotesques alors même que le RDPC avait, en complicité avec l'administration et ELECAM, pris toutes les dispositions en amont pour sa victoire.
